

EXEMPLE DE LETTRE *

COORDONNEES DU PRENEUR

COORDONNEES DU BAILLEUR

A _____, le _____,

Par LRAR N° _____ et par email _____

Objet : COVID 19 – Suspension de l'exécution de l'obligation de paiement des loyers

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez, mon établissement sous l'enseigne [...] est exploité dans les locaux que vous me louez en vertu du contrat de bail commercial signé le [...].

Or mon établissement a été soumis depuis le 15 mars 2020 à une obligation de fermeture temporaire, en application de l'article 1 de l'arrêté du 14 mars 2020 et de l'article 8 du décret n°2020-293 du 23 mars 2020 ayant remplacé le texte initial, de sorte qu'il vous est impossible, de ce fait, d'exécuter votre obligation de me faire jouir paisiblement des locaux par application [MENTIONNER L'ARTICLE DU BAIL QUI RAPPELLE CETTE OBLIGATION] de l'article [...] du contrat de bail et de l'article 1719 3° du Code civil.

En conséquence, l'inexécution de votre obligation contractuelle, rendue impossible par les événements exceptionnels que nous subissons, justifie la suspension de mon obligation de paiement du loyer, laquelle ne pourra reprendre qu'à compter de l'autorisation administrative de réouverture.

Je ne manquerai pas de revenir vers vous dès que je serai autorisé à exploiter mon commerce dans des conditions normales, et ce notamment afin de reprendre le paiement des loyers dus à la reprise de mon activité.

Espérant pouvoir compter sur votre compréhension et solidarité en cette période de grave crise sanitaire et économique, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Signature

*** Ce modèle de lettre est établi sous réserve de l'appréciation des tribunaux. Nous vous invitons avant tout envoi à vérifier le contenu de votre bail et en adapter les termes en fonction de celui-ci.**
**** Il convient de bien comprendre que seule l'obligation de paiement des loyers est suspendue et que toutes les autres obligations du preneur sont maintenues, dont notamment les obligations de garnissement, d'entretien et d'assurance des locaux.**
***** Enfin, il est recommandé de consulter une protection juridique ou un avocat afin que ceux-ci puissent juger de l'opportunité d'envoyer cette lettre en fonction de votre situation et vous assister dans vos démarches.**